

Belgian Posters justifie l'existence d'un préjudice grave et irréparable en ce que l'adoption de cette convention et le couplage des marchés des vélos et de la publicité extérieure supprimerait toute concurrence sur le marché de la publicité extérieure sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Belgian Posters considère également qu'en raison du coût important du « système vélo », « il serait nécessaire d'une part, d'octroyer à JC Decaux un nombre important de nouveaux emplacements publicitaires et d'autre part, d'annuler des concessions précieuses octroyées à des concurrents de JC Decaux pour les attribuer à ce dernier. »

Il ressort de l'instruction que les panneaux publicitaires visés par le contrat de concession de la Région de Bruxelles-Capitale constituent une nouvelle offre d'espaces publicitaires. L'auditeur a interrogé la Région de Bruxelles-Capitale afin de déterminer s'il était envisageable que des panneaux octroyés à ClearChannel ou à Belgian Posters leur soient retirés afin de permettre à la Région de Bruxelles-Capitale de respecter ses engagements vis-à-vis de JC Decaux. *Prima facie*, l'auditeur considère que la perte des panneaux publicitaires actuellement octroyés à Belgian Posters et à ClearChannel aurait effectivement constitué un préjudice grave et irréparable. La Région a répondu que la convention prévoit l'octroi d'un certain nombre de dispositifs de publicité indépendamment des autorisations déjà existantes pour Belgian Posters, ClearChannel et JC Decaux.

Concrètement, cela signifie qu'aucun acteur présent ne voit sa position actuelle modifiée à court terme dans la mesure où la Région de Bruxelles-Capitale a clairement affirmé que les espaces publicitaires de 2 m² et de 8 m² actuellement octroyés à Belgian Posters, ClearChannel et JC Decaux ne seront pas utilisés dans le cadre du contrat de concession. Ce qu'invoque donc Belgian Posters comme préjudice est la perte d'un gain futur et non une perte d'un chiffre d'affaires avéré.

Conclusion : dans la mesure où la Région de Bruxelles-Capitale n'entend pas utiliser dans le cadre du contrat de concession les espaces publicitaires octroyés actuellement à Belgian Posters et à ClearChannel, et que le plaignant n'apporte aucune preuve contraire, l'auditeur conclut que la condition relative à l'établissement d'un préjudice grave n'est pas établie. Les conditions de préjudice grave, imminent et irréparable étant cumulatives, il n'y a pas lieu d'examiner plus avant les autres conditions et ce d'autant plus que la condition d'infraction *prima facie* n'est pas établie.

Par ces motifs,

1. L'auditeur constate que la demande de mesures provisoires dans l'affaire CONC-V/M-08/0030 est recevable et non-fondée et en ordonne le classement conformément à l'article 62, § 3 de la LPCE.

2. Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2008

Pour l'Auditorat,
L'auditeur,
Marielle Fassin

Notes

(1) Le standstill implique (i) que la Région communique au Groupement la décision motivée de l'attribution à l'autre candidat, (ii) que la Région octroie un délai de minimum dix jours pour permettre d'introduire le cas échéant une action en référé devant le juge judiciaire, et (iii) que dans l'hypothèse où de telles procédures sont introduites, la Région ne procède pas à la conclusion du contrat de concession avant que le Conseil d'État ou le juge judiciaire n'ait prononcé son arrêt ou jugement

(2) Affaire C-41/90, Höfner et Elser, Rec. p. I-1979, § 21.

(3) « il découle de la jurisprudence qu'un examen autonome de chaque activité assumée par un organisme est indispensable pour déterminer si celle-ci doit être qualifiée d'économique », Conclusions de l'avocat général Poiares Maduro dans l'affaire C-205/03 Federacion Espanola de Empresas de Tecnologia Sanitaria (FENIN), point 43.

(4) CJCE, 1^{er} juin 1999, Eco Swiss, aff. C-126/97, Rec., p I-3055

(5) Laurence IDOT, *Les mesures provisoires en droit de la concurrence : un nouvel exemple de symbiose entre le droit français et le droit communautaire de la concurrence*, RTD eur.29 (4) oct.-déc. 1993, p.539

(6) Laurence IDOT, *Les mesures provisoires en droit de la concurrence : un nouvel exemple de symbiose entre le droit français et le droit communautaire de la concurrence*, RTD eur.29 (4) oct.-déc. 1993.

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

[C - 2009/21023]

Règlement d'ordre intérieur du jury de carrière du personnel scientifique de l'Institut royal du Patrimoine artistique

Article 1^{er}. Le jury se réunit au siège de l'établissement. Il peut décider de se réunir occasionnellement en un autre lieu. En cas d'extrême urgence, le Président peut prendre cette décision à condition de la motiver.

Art. 2. Le jury se réunit à l'initiative du président. La lettre de convocation contient la date, le jour, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

Art. 3. Le président envoie aux membres la convocation en même temps que l'ordre du jour et les dossiers concernant les points à discuter, au minimum dix jours ouvrables avant la réunion.

Art. 4. Le membre qui, après réception de la convocation, souhaite ajouter un point à l'ordre du jour en fait part au Président avant la séance.

A la demande motivée d'un membre du jury, le président, en concertation avec le rapporteur, peut décider d'ajourner l'examen d'un ou de plusieurs points.

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

[C - 2009/21023]

Huishoudelijk reglement van de jury voor de loopbaan van het wetenschappelijk personeel van het Koninklijk Instituut voor het Kunstruim

Artikel 1. De jury vergadert op de zetel van de instelling en kan beslissen om occasioneel op een andere locatie te vergaderen. In spoedeisende gevallen kan de voorzitter die beslissing nemen op voorwaarde dat zij met redenen is omkleed.

Art. 2. De jury komt samen op initiatief van de voorzitter. De oproepingsbrief bevat datum, dag, uur en plaats van de vergadering alsook de agenda ervan.

Art. 3. De voorzitter stuurt samen met de uitnodiging de agenda en de dossiers betreffende de te bespreken punten aan de leden op, minstens tien werkdagen vóór de vergadering.

Art. 4. Het lid dat na ontvangst van de uitnodiging een punt aan de agenda wenst toe te voegen, deelt dat vóór de vergadering aan de voorzitter mee.

Op gemotiveerde aanvraag van een lid van de jury kan de voorzitter, in overleg met de verslaggever, beslissen het onderzoek van één of meerdere punten uit te stellen.

Art. 5. A l'exception de la convocation officielle à une réunion, l'échange de documents entre le Président, les membres et le Rapporteur se fera de préférence par voie électronique.

Art. 6. Le président ouvre et clôt la séance. Il dirige les débats, prend part aux délibérations et veille à l'observation des lois linguistiques, des statuts, du règlement d'ordre intérieur et au bon déroulement des réunions.

Art. 7. Lors d'une procédure de sélection, s'il est décidé d'entamer une consultation écrite du jury afin d'établir le profil de la fonction, le Rapporteur transmet une proposition de profil aux membres du jury qui rendent leurs observations ou leur approbation au président dans les cinq jours ouvrables suivant cet envoi.

En cas d'observations, le profil de la fonction est adapté et renvoyé aux membres qui décident de l'approbation du profil dans un délai de cinq jours ouvrables. Un exemplaire du texte définitif, signé par le Président et le Rapporteur, est envoyé à tous les membres du jury.

Art. 8. Si un scrutin secret est organisé à propos du classement de candidats, chaque membre du jury établit un classement commençant par 1 pour le meilleur candidat. L'addition des points de classement de tous les membres indique le classement final des candidats. Celui qui récolte le moins de points parmi ceux-ci est le mieux classé. Les abstentions ne sont pas prises en compte dans le calcul.

Art. 9. Le rapporteur est chargé de la préparation des réunions, de la rédaction du procès-verbal de la réunion ainsi que des avis adéquats.

Si un point n'a pas reçu de consensus, après discussion, le procès-verbal contient tous les avis, même minoritaires, formulés par les membres.

En cas de scrutin, le résultat est indiqué.

Les avis contiennent les motifs qui ont conduit à la décision prise par consensus ou à la majorité des voix. En cas de parité de voix, la proposition mise aux voix est rejetée.

Art. 10. Le projet de procès-verbal est envoyé aux membres présents au plus tard dans les dix jours ouvrables suivant la réunion.

Si aucune observation écrite n'est transmise au président dans les cinq jours ouvrables qui suivent cet envoi, les procès-verbaux sont considérés comme approuvés.

En cas d'observations, les procès-verbaux sont éventuellement adaptés sur décision du président et renvoyés aux membres présents qui disposent d'un délai de trois jours ouvrables pour l'approbation du texte éventuellement amendé. Un exemplaire du texte définitif, signé par le Président et le Rapporteur, est envoyé à tous les membres du jury.

Art. 11. La convocation, l'agenda et les rapports sont établis en néerlandais et en français. Les dossiers qui sont présentés à la consultation du jury sont établis dans la langue de leur auteur, tout comme les avis adéquats et les projets de procès-verbaux visés ci-dessus.

Art. 12. La liste indicative des experts scientifiques qui n'appartiennent pas à l'Institut royal du Patrimoine artistique et qui peuvent être désignés comme membres du jury, est enregistrée comme suit, par charge et par activité scientifique :

M. B. Gilbert, professeur à l'Université de Liège;

Mme M.-P. Delplancke, professeur à l'Université libre de Bruxelles;

Mme D. Allart, professeur à l'Université de Liège;

Mme C. Perier-d'Ieteren, professeur à l'Université libre de Bruxelles;

M. A. Streitberger, professeur à l'Université Catholique de Louvain;

M. R. Dekoninck, professeur à l'Université Catholique de Louvain;

M. M. Lefftz, professeur aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur;

M. J. Van der Stock, professeur à la « Katholieke Universiteit Leuven »;

M. A. Balis, professeur à la « Vrije Universiteit Brussel »;

Mme Cl. Van Damme, professeur à l'« Université Gent »;

M. H. Terry, professeur à la « Vrije Universiteit Brussel »;

M. P. Vandenaabeele, professeur à l'« Université Gent »;

M. M. Martens, professeur à l'« Université Gent »;

Mme A. Hubin, professeur à la « Vrije Universiteit Brussel »;

M. L. De Ren, professeur à la « Katholieke Universiteit Leuven ».

Art. 5. Met uitzondering van de officiële uitnodiging voor een vergadering, worden documenten tussen de voorzitter, de leden en de verslaggever bij voorkeur via elektronische weg uitgewisseld.

Art. 6. De voorzitter opent en sluit de vergadering, leidt de debatten, neemt deel aan de beraadslagingen en ziet tot op de naleving van de taalwetten, de statuten, het huishoudelijk reglement en het goede verloop van de vergaderingen.

Art. 7. Als bij een selectieprocedure beslist wordt over te gaan tot een schriftelijke raadpleging van de jury om het functieprofiel vast te leggen, bezorgt de verslaggever de leden van de jury een voorstel van profiel die binnen vijf werkdagen na de verzending hun opmerkingen of hun goedkeuring meedelen aan de voorzitter.

In geval van opmerkingen wordt het functieprofiel aangepast en aan de leden teruggestuurd, die over vijf werkdagen beschikken om het profiel goed te keuren. Een exemplaar van de definitieve tekst, ondertekend door de voorzitter en de verslaggever, wordt aan alle leden van de jury toegestuurd.

Art. 8. Zo er een geheime stemming plaatsvindt om kandidaten te rangschikken, stelt elk lid van de jury een rangschikking op beginnende bij 1 voor de beste kandidaat. De optelsom van de puntenrangschikking van alle leden vormt de eindrangschikking van de kandidaten. Diegene die onder hen de minste punten telt, is de best gerangschikte. Bij de telling van de punten wordt geen rekening gehouden met onthoudingen.

Art. 9. De verslaggever is belast met de voorbereiding van de vergadering, de opstelling van de notulen van de vergadering en van de passende adviezen.

Zo er na de discussie geen consensus is bereikt over een punt, bevatten de notulen alle meningen, ook die van de minderheid, uitgebracht door de leden.

Ingeval er wordt gestemd, wordt het resultaat ervan vermeld.

De adviezen bevatten de motieven die tot de beslissing bij consensus of bij meerderheid van stemmen hebben geleid. Bij staking van stemmen worden het ter stemming voorgelegde voorstel verworpen.

Art. 10. Het ontwerp van notulen wordt aan de aanwezige leden toegestuurd uiterlijk binnen tien werkdagen na de vergadering.

Zo binnen vijf werkdagen daarop geen enkele schriftelijke opmerking aan de voorzitter wordt toegestuurd, worden de notulen als goedgekeurd beschouwd.

In geval van opmerkingen worden de notulen eventueel aangepast bij beslissing van de voorzitter en aan de aanwezige leden teruggestuurd die over een termijn van drie werkdagen beschikken om de eventueel gewijzigde tekst goed te keuren. Een exemplaar van de definitieve tekst, ondertekend door de voorzitter en de verslaggever, wordt aan alle leden van de jury bezorgd.

Art. 11. De uitnodiging, de agenda en de notulen worden opgesteld in het Nederlands en in het Frans. De dossiers die aan de beraadslaging van de jury worden voorgelegd, zijn opgesteld in de taal van de auteur ervan, net als de passende adviezen en de ontwerpen van notulen als bedoeld hierboven.

Art. 12. De indicatieve lijst van de wetenschappelijke experts die niet behoren tot het Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium en die als leden van de jury kunnen worden aangewezen, wordt vastgelegd per opdracht en per wetenschappelijke activiteit als volgt :

De heer B. Gilbert, professor aan de « Université de Liège »;

Mevr. M.-P. Delplancke, professor aan de « Université libre de Bruxelles »;

Mevr. D. Allart, professor aan de « Université de Liège »;

Mevr. C. Perier-d'Ieteren, professor aan de « Université libre de Bruxelles »;

De heer A. Streitberger, professor aan de « Université Catholique de Louvain »;

De heer R. Dekoninck, professor aan de « Université Catholique de Louvain »;

De heer M. Lefftz, professor aan de « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix » in Namen;

De heer J. Van der Stock, professor aan de Katholieke Universiteit Leuven;

De heer A. Balis, professor aan de Vrije Universiteit Brussel;

Mevr. Cl. Van Damme, professor aan de Universiteit Gent;

De heer H. Terry, professor aan de Vrije Universiteit Brussel;

De heer P. Vandenaabeele, professor aan de Universiteit Gent;

De heer M. Martens, professor aan de Universiteit Gent;

Mevr. A. Hubin, professor aan de Vrije Universiteit Brussel;

De heer L. De Ren, professor aan de Katholieke Universiteit Leuven.

Art. 13. Le jury approuve sur proposition du président, un vademecum de fonctionnement pratique et règle par consensus toute question qui ne serait pas reprise dans le présent règlement d'ordre intérieur ou dans le vade-mecum de fonctionnement.

Art. 14. Ce règlement d'ordre intérieur produit ses effets le 2 novembre 2008.

Approuvé par le jury pendant sa séance du 10 février 2009,

Le président,
M. BEUMIER

Le Rapporteur,
M. SERCK-DEWAIDE

Art. 13. De jury keurt op voorstel van de voorzitter een praktisch werkingsvademeccum goed en regelt bij consensus alles wat niet is vermeld in dit huishoudelijk reglement of in het werkingsvademeccum.

Art. 14. Dat huishoudelijk reglement heeft uitwerking met ingang van 2 november 2008.

Goedgekeurd door de jury tijdens zijn vergadering van 10 februari 2009,

De voorzitter,
M. BEUMIER

De verslaggever,
M. SERCK-DEWAIDE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

Mobiliteit en Openbare Werken

[C – 2009/35246]

Vacature

Het agentschap Wegen en Verkeer van de Vlaamse overheid heeft voor de afdeling Wegen en Verkeer Oost-Vlaanderen een vacature voor de volgende betrekking (m/v) :

Betrekking : 1 contractuele technicus (werfcontroleur) voor de standplaats Sint-Niklaas.

Functie : Als werfcontroleur houd je toezicht en rapporteer je over de uitvoering van werken, en de hierbij opgelegde maatregelen teneinde na te gaan of overeenkomsten met derden gerespecteerd worden.

Vereisten : je hebt een diploma van hoger secundair onderwijs.

Solliciteren : De kandidaten bezorgen uiterlijk vrijdag 20 maart 2009 hun CV en motivatiebrief, met duidelijke vermelding van de referentie (stb 5222), via mail naar jobs@mow.vlaanderen.be t.a.v. Christiene Tazoumbite. Houders van een buitenlands diploma of getuigschrift dienen bij kandidaatstelling een gelijkwaardigheidsattest voor te leggen.

De uitgebreide functiebeschrijving kan ook opgevraagd worden op bovenvermeld adres.

De Vlaamse overheid wil de samenleving waarvoor ze zich inzet zo goed mogelijk weerspiegelen. Kandidaten worden dan ook geselecteerd op basis van hun kwaliteiten en vaardigheden, ongeacht geslacht, afkomst of handicap.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2009/29133]

Appel aux candidatures pour des emplois du personnel administratif à pourvoir dans les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et l'Institut supérieur d'Architecture de la Communauté française (année académique 2009-2010). — Errata

Au *Moniteur belge* paru le 12 mars 2009 aux pages 21894 et 21903.

Pour l'appel aux candidatures pour des emplois du personnel administratif à pourvoir dans les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et l'Institut supérieur d'Architecture (année académique 2009-2010), il y a lieu d'apporter les modifications suivantes :

page 21894 :

au lieu de :

PA 09.2.09	2	Agent administratif de niveau 2	Bruxelles	Services administratifs	HC
------------	---	---------------------------------	-----------	-------------------------	----

il y a lieu de lire :

PA 09.2.09	3	Agent administratif de niveau 3	Bruxelles	Services informatiques	HC
------------	---	---------------------------------	-----------	------------------------	----

au lieu de :

		PA 09.2.9	2	HC	Bruxelles	Services administratifs
--	--	-----------	---	----	-----------	-------------------------

Il y a lieu de lire :

		PA 09.2.9	3	HC	Bruxelles	Services informatiques
--	--	-----------	---	----	-----------	------------------------